



L'EMI en bref

Numéro 77 – Février 2017

L'avenir de l'humanité : quelle importance doit-on accorder à l'aide au développement international?

Molly Kane, coordonnatrice de L'Entraide missionnaire et chercheuse en résidence au Centre interdisciplinaire de recherche en développement et société (CIRDIS-UQAM), a participé à la rédaction de l'ouvrage *Canada and the Third World - Overlapping Histories* (University of Toronto Press, 2016). Son chapitre porte sur l'histoire de l'aide au développement international. Voici un extrait de sa présentation lors d'une soirée de lancement à l'UQAM en décembre dernier.

Tout au long des premières années suivant la Deuxième Guerre mondiale, les aspirations des sociétés colonisées du tiers-monde ont été exprimées comme des demandes de démocratisation et de transformation des relations, des systèmes et des structures internationales. L'aide financière, en tant que fonds de roulement dans une telle transformation, a été recherchée pour faire face aux échecs des économies coloniales pour répondre aux besoins et aux aspirations de la majorité. Cette vision des changements requis était fondée sur l'attribution des fléaux de l'appauvrissement et des souffrances humaines dans le tiers-monde aux héritages sociaux, politiques, économiques et même psychologiques du colonialisme. On entend l'ambition de transformation, par exemple, dans la Déclaration de Bandung (1955) et dans la Déclaration des Nations Unies pour un Nouvel ordre économique international (1974). Ces déclarations ont énoncé, entre autres, les principes régissant la conduite des relations économiques internationales

couvrant un certain nombre de domaines essentiels dans lesquels existent des déséquilibres fondamentaux, notamment le contrôle effectif des ressources naturelles et la réglementation des activités des sociétés transnationales.

Pour ce qui est de portée et d'échelle, les visions du changement à cette époque étaient beaucoup plus ambitieuses et réalistes que les objectifs limités de la réduction de la pauvreté désormais associés à l'aide au développement. Au contraire, l'avènement du diagnostic de « sous-développement » comme problème auquel sont confrontés les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, obscurcit les relations de domination et d'extraction de la richesse qui formaient l'héritage du colonialisme. Les pouvoirs colonisateurs ayant assumé le « fardeau des Blancs » de l'aide au développement, sont devenus les arbitres auto-désignés et les architectes des progrès futurs pour le reste du monde.

Dès les années 1950, le leadership et l'engagement du Canada à l'égard du régime d'aide au développement ont renforcé sa position de joueur parmi les pays industrialisés, au sein des diverses institutions qui établissaient les termes des relations politiques et économiques régionales et mondiales après-guerre. Un engagement important en faveur de l'aide au développement, coordonné au sein de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), a assuré au Canada une place à la table de la restructuration des relations entre les nations en tant que « pays développé donateurs », donc un des pays dirigeant les règles du jeu pour le capital et les anciennes colonies, dorénavant appelées « pays en voie de développement ». Le projet de développement après l'indépendance a cherché à moderniser, et non à arrêter l'extraction des richesses des anciennes colonies vers le Nord industrialisé.

Des conséquences antidémocratiques

Jusqu'à maintenant, le paradigme de l'aide au développement offre des solutions techniques pour répondre aux besoins et aux aspirations sociales, ce qui apporte un effet insidieux : on transforme le débat sur les priorités sociales et l'autodétermination du domaine public et politique en programmes et projets privatisés afin qu'ils soient financés par des bailleurs de fonds. En raison des pressions politiques au sein des pays donateurs, la majeure partie du budget de l'aide doit être dépensée rapidement, efficacement et produire des résultats mesurables et déclarables. Le travail susceptible d'être financé doit donc être évalué par les bureaucrates responsables

comme faisable et justifiable dans un délai relativement court, et avec un calcul qui est intrinsèquement anti-risque et trop souvent soumis à des pressions de la politique partisane du gouvernement du jour. Le recours au régime d'aide pour financer le changement social impose nécessairement des paramètres limités pour les projets de changement et les moyens par lesquels le changement peut être poursuivi. La dépendance à l'égard de l'aide étrangère déplace l'autorité et la responsabilité des institutions publiques et des dirigeants des pays en développement, vers les donateurs et les créanciers qui financent leurs programmes et leurs régimes.

Alors, qu'est-il arrivé au rêve d'un nouvel ordre mondial? De l'idée qu'aucune « aide » ne sera jamais aussi importante pour la transformation bénéfique des économies postcoloniales que la réforme de la fiscalité, la réglementation des sociétés et les accords commerciaux équitables? De la certitude que le bien-être de la majorité des personnes vivant dans des pays « en voie de développement », comme dans d'autres parties du monde, dépend des libertés démocratiques et des accords mondiaux, contraignants et efficaces pour le désarmement et la démilitarisation? Que la biodiversité, des forêts, des océans, des lacs et des rivières soient protégés, non comme des marchandises à monnayer, mais comme des systèmes vivants dont dépend toute la vie?

Au Québec et au Canada, pendant de nombreuses années, des organisations de coopération internationale, des groupes et des mouvements sociaux et populaires (comme les églises, les syndicats, les

immigrant-e-s, les organisations de femmes, les universitaires, les associations professionnelles et les étudiant-e-s) ont établi des alliances de cause commune qui définissaient les objectifs du développement du tiers-monde en termes d'auto-détermination et de promotion des droits de la personne et des libertés civiles. Ils ont reconnu la valeur de l'intendance partagée des biens communs mondiaux et de la protection de l'environnement; résistance au racisme, à l'impunité, au militarisme et à la répression; affirmation de la dignité du travail, émancipation des femmes et liberté d'expression. Cette solidarité a été ancrée dans l'éthique, la politique de la justice, et dans la nécessité de réparer les torts causés pour assurer le bien être et l'épanouissement de l'humanité.

Depuis 30 ans, la politique étrangère du Canada, et par conséquent la politique de l'aide canadienne, a été menée sous le triomphalisme du néolibéralisme, créant ainsi un environnement de plus en plus hostile pour que de telles alliances puissent fleurir. Les forces de réforme sociale et politique ont été chargées de tenir compte d'un contrat social implicite qui reconnaît les « parties prenantes » dans les négociations entre trois secteurs de la société: le gouvernement, le secteur privé (les grandes entreprises) et la société civile. Ensemble,

ces acteurs arriveront à des arrangements « gagnant-gagnant » pour le bien commun.

Et pourtant, l'âge de la domination sans entraves des grandes entreprises multinationales s'est avéré être sans précédent dans l'histoire de l'humanité pour l'élargissement de l'inégalité économique; la prolifération de technologies toujours plus horribles de guerre, de surveillance et de répression de la dissidence; la perte de connaissances par la perte de la langue et de la mémoire historique; la perte de biodiversité et d'écosystèmes sains; et finalement les changements climatiques et météorologiques qui « changent tout », comme Naomi Klein l'a si fortement soutenu. Sans des changements radicaux et urgents dans la façon dont nous vivons en tant que peuples qui partagent la terre, les conséquences pour l'humanité seront catastrophiques et irréversibles.

Plutôt que de demander comment rendre l'aide au développement plus efficace, ne devrions-nous pas nous poser la question: Face à la destruction croissante de l'environnement, à la guerre, à la souffrance, à la faim et à l'appauvrissement, comment devrions-nous agir dans le monde aujourd'hui pour nourrir et affirmer la vie de notre « maison commune » et l'avenir de l'humanité?

Un rendez-vous à ne manquer!

Date importante à inscrire à votre agenda 2018!

Une grande célébration du 60^e anniversaire de L'Entraide missionnaire aura lieu à Montréal le samedi, 5 mai 2018. Au programme : en après-midi, un colloque stimulant, une exposition et un documentaire, suivi d'une soirée festive. Au plaisir de se retrouver en grand nombre pour fêter 60 ans de solidarité!

L'EMI en marche - Où en sommes-nous?

Dans *L'EMI en bref*, numéro 75, juin 2016, un article intitulé *L'avenir de la solidarité internationale : L'EMI en marche*, vous présentait le projet de transmission d'héritage entrepris par L'Entraide, le congrès et une tournée d'échanges intergénérationnels.

➤ Congrès 2016

La publication, *Changer le système, pas le climat : créons des alternatives pour un monde solidaire*, est disponible. N'hésitez pas à joindre le secrétariat de L'EMI pour vous en procurer un exemplaire!

➤ *L'avenir de la solidarité sociale pour une transformation du monde*

Cinq rencontres de réflexion sont prévues au printemps à Sherbrooke, Trois-Rivières, Gatineau, Québec et Montréal.

L'EMI travaille déjà avec des groupes et personnes des différentes régions. Par leur entremise, d'autres organisations régionales sont jointes. Lors d'une rencontre de préparation, une liste des enjeux propres à chaque région est dressée. La méthodologie de la table-ronde est planifiée en partenariat avec les personnes et les groupes impliqués localement afin que ce temps de réflexion soit des plus pertinents.

L'équipe de Mise au jeu participe à l'animation de chacune des tables-rondes, celle de P.A.I.R. / Appropriage, à l'enregistrement des échanges pour alimenter le documentaire dont le lancement aura lieu à l'automne 2017.

En capitalisant sur les leçons et les acquis de presque 60 ans d'expérience en solidarité internationale, L'EMI veut créer ainsi des moments privilégiés de partage et tisser des liens de concertation intergénérationnelle sur les enjeux actuels importants. Il souhaite également que des outils de réflexion et de conscientisation soient créés, pour accompagner le travail des personnes impliquées pour la justice sociale et la solidarité internationale.

Une publication de L'Entraide missionnaire
433 boul. Saint-Joseph Est
Montréal QC
H2J 1J6
Tél. : 514-270-6089
secretariat@lentraidemissionnaire.org
lentraidemissionnaire.org

Équipe de la permanence
Molly Kane
Micheline Malboeuf
Catherine Paquin

Contractuelle
Jeannette Thiffault